



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Extinction Rebellion Strasbourg

Strasbourg, le mardi 30 avril 2024

CADENAS AUTOUR DU COU SCIÉS À LA DISQUEUSE : DES ACTIVISTES D'EXTINCTION REBELLION DÉLOGÉES PAR LES FORCES DE L'ORDRE À STOCAMINE

Lundi 29 avril en fin d'après-midi, des militant·es écologistes d'Extinction Rebellion (XR) Strasbourg qui étaient cadenas·es par le cou devant le site de Stocamine à Wittelsheim (Alsace) ont été délogé·es de force par les forces de l'ordre. Les cadenas qui enserraient leurs cous depuis près de 80 heures ont été sciés à la disqueuse.

Depuis vendredi 26 avril à 8 heures, les 4 activistes s'étaient cadenas·es à des grilles devant le site d'enfouissement de déchets Stocamine. Ils et elles protestaient contre le projet de confinement définitif de 42 000 tonnes de déchets hautement toxiques à l'aide de béton. Les déchets toxiques en question, entassés dans d'anciennes mines de potasse, menacent de contaminer la plus grande nappe phréatique d'Europe située directement au-dessus des galeries. Malgré d'innombrables protestations de toutes formes depuis plus de 30 ans (pétitions, manifestations, actions de désobéissance civile, recours en justice, pression des élu·es, député·es, sénateur·trices, etc.) pour faire sortir ces déchets et les mettre à l'abri en surface, l'Etat français s'obstine à vouloir risquer l'approvisionnement en eau de 7 millions de personnes dans 3 pays : la Suisse, l'Allemagne et la France, ainsi que la faune, la flore et la vie de millions d'autres êtres vivants.

Durant 80 heures, les activistes ont enduré le froid, le manque de sommeil, les courbatures, les maux de dos, de tête, de jambes du fait de leur position assise, cous accrochés à un poteau et à des grilles. Les clés des cadenas avaient été remises au ministère de la Transition écologique pour Christophe Béchu, le ministre, ainsi qu'à la sous-préfecture du Haut-Rhin à destination du préfet Thierry Queffelec. Durant ces 3 jours, plus de 170 personnes sont venues soutenir les activistes : des habitant·es des environs directement concerné·es ; un député, Emmanuel Fernandes (LFI) ; un eurodéputé, Claude Gruffat (Les Ecologistes, ex EELV) ; un ancien sénateur, Jacques Muller ; un responsable syndical ; des militant·es du collectif Destocamine et de l'association Eau en danger ; des Gilets Jaunes ; des Jeunes Ecologistes ; des militant·es Les Ecologistes et LFI ; et, bien sûr, de nombreux activistes d'Extinction Rebellion se relayant jour et nuit pour prendre soin des personnes cadenas·ées.

En guise de réponse à l'appel lancé au ministre et au préfet, un dispositif massif de gendarmes a été déployé dans toute la ville de Wittelsheim. Un arrêté municipal et des arrêtés préfectoraux ont été édictés pour interdire l'accès aux abords du site. Des contrôles d'identité (d'intimidation ?) ont été réalisés, des barrages mis en place avec des gendarmes postés 24 heures sur 24. Des agent·es des Renseignements territoriaux (ex Renseignements généraux) ont été dépêchés à deux reprises sur place pour photographier et tenter d'avoir des informations sur les militant·es. Des drones ont survolé la zone à plusieurs reprises, possiblement pour filmer ces dernièr·es en vue de les ficher. Pour finir, les activistes et leurs soutiens ont été sommé·es d'évacuer la zone sous peine de subir un assaut des forces de l'ordre, ceci alors que les personnes cadenas·ées ne pouvaient pas se libérer physiquement.

Nous, Extinction Rebellion Strasbourg, dénonçons le traitement subi par les activistes en notre sein. Nous dénonçons aussi la criminalisation dont sont victimes, de plus en plus, les militant·es écologistes, à Wittelsheim et partout en France. Les 4 citoyen·nes cadenas·es alertaient pourtant courageusement, au péril de leur santé physique et mentale, sur le très grand danger que représenterait le confinement prétendument « étanche » de ces 42 000 tonnes de déchets. Les scientifiques sont unanimes : ces déchets dangereux (mercure, arsenic, amiante, etc.) vont, à terme, contaminer la nappe phréatique. Au mépris de toute logique, le gouvernement tente par tous les moyens de museler celles et ceux qui défendent l'accès à l'eau pour les humain·es et la préservation des écosystèmes du bassin rhénan. Cette dérive autoritaire de plus en plus massive, documentée internationalement (cf. rapports de l'ONU et d'Amnesty International, entre autres), est extrêmement inquiétante.

Nous appelons toutes les personnes, où qu'elles soient, à se mobiliser pour empêcher le projet de contamination écocidaire Stocamine. Nous prions tous les médias, locaux, nationaux et internationaux, de relayer massivement les informations concernant Stocamine. Cet énième exemple de répression vis-à-vis de militant·es écologistes doit servir de signal d'alarme. Il en va de l'accès primordial à l'eau pour toutes, mais aussi de la démocratie, de plus en plus bancal, de ce pays.

Contact

strasbourg@extinctionrebellion.fr

Facebook : Extinction Rebellion Strasbourg

Instagram : @xr_strasbourg

Twitter : @xr_strasbourg

Mastodon : @xrstrasbourg@social.rebellion.global

Extinction Rebellion France : presse@extinctionrebellion.fr